

A Kinshasa, la chronique d'une colère annoncée

● Deuxième journée de violence entre manifestants et forces de l'ordre dans la capitale congolaise.

● Une situation qui fait penser à ce qu'a vécu le Burundi voisin.

● L'Onu peut-elle faire fléchir Joseph Kabila ?

La rue se mobilise pour le préavis de Kabila

Depuis des mois, la date du 19 septembre était cerclée de rouge sur les calendriers de la classe politique congolaise. Cette date devait correspondre au lancement de la campagne pour l'élection présidentielle. Mais depuis des mois, tout ce monde savait aussi que le scrutin n'aurait pas lieu à la date prescrite par la Constitution. Le 19 septembre était dès lors devenu la date à laquelle on allait savoir si le président Joseph Kabila pourrait espérer se maintenir au pouvoir sans passer par la case élection ou si la rue et l'opposition seraient assez fortes pour l'amener à modifier ses plans.

Ce lundi, malgré un fort déploiement policier et militaire, la rue était parvenue à se faire entendre et à paralyser Kinshasa. Le mouvement de contestation avait aussi connu des excroissances dans d'autres villes comme Goma, Bukavu ou Kisangani (Est).

Mais c'est surtout la capitale qui a focalisé toutes les attentions et toute la violence. La ville, frondeuse, avait promis que le mandat de Kabila ne dépasserait pas "d'un jour, d'une heure, d'une seconde" les prescrits de la Constitution. Il y a dix jours, lors d'un match de football des Léopards (équipe nationale), le stade des Martyrs s'était mis à trembler quand une chanson, reprise à l'unis-

son, a scandé la fin du "règne" de l'actuel Président atteint par la limite constitutionnelle des deux mandats successifs.

L'opposition visée

Lundi donc, à Kinshasa, les affrontements s'étaient soldés par 17 morts selon le pouvoir, une cinquantaine selon l'opposition qui annonçait que le mouvement de grogne populaire se poursuivrait jusqu'au 19 décembre, dernier jour du mandat du président Kabila.

Pendant la nuit, une étincelle allait raviver la violence. Trois explosions pour autant de QG de l'opposition partis en fumée: MLP, Fonus et UDPS. C'est dans

ce QG du parti d'Etienne Tshisekedi que deux corps calcinés ont été retrouvés.

Après les violences de lundi, la colère de la rue n'attendait qu'une étincelle pour reprendre de plus belle. Tout au long de la journée, les affrontements souvent très violents ont été signalés dans les quartiers populaires. Des tirs nourris ont été entendus dans de nombreux quartiers. Dépassés, les policiers ont souvent été suppléés par des hommes de la garde républicaine ou des soldats... dont certains ne parlaient anglais.

Une nouvelle journée de violence qui aurait fait au moins une cinquantaine de morts dans les rangs des deux camps qui

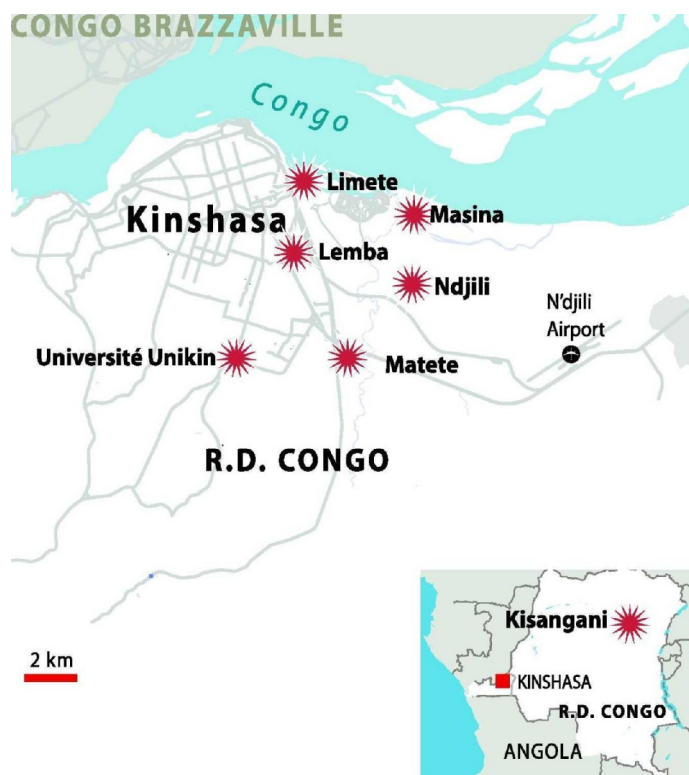
se sont quittés à la nuit tombée en promettant de se retrouver ce mercredi.

H. Le.

3

QUARTIERS GÉNÉRAUX

UDPS, Fonus, MLP. Ces trois partis ont vu leurs bureaux s'envoler en fumée ce mardi.



La loi de la carotte et du bâton est aussi valable à l'Onu

Le 19 décembre coïncidait cette année avec l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies où, comme son homologue Barack Obama, Joseph Kabila devrait prendre la parole pour la dernière fois avant la fin de son mandat.

Dès avant l'explosion de violence de ces deux derniers jours à Kinshasa, les chancelleries qui comptent en République démocratique du Congo n'avaient eu de cesse de rappeler au Président et à sa garde rapprochée la nécessité du respect de la Constitution, tout en appelant l'opposition à se mettre autour de la table du dialogue national qui devait trouver la voie vers des élections "crédibles et apaisées".

Le Vatican met la pression sur Kabila

La majorité présidentielle n'a pas cédé un iota, acceptant tout au plus du bout des lèvres de relâcher quelques prisonniers d'opinion. Face à ce refus de "décrisper" la situation, une large franche de l'opposition, emmenée par le duo Etienne Tshisekedi-Moïse Katumbi, a tourné le dos au dialogue qui n'avait plus rien de national ni d'inclusif.

Face à ce blocage, certains, Vatican en tête, ont commencé à mettre la pression sur le président Kabila. Le nonce apostolique présent à Kinshasa a été le plus virulent dans sa critique à l'égard du président et de son régime. Luis Mariano Montemayor a ouvertement accusé le gouvernement de ne rien faire pour assurer la sécurité des civils dans l'est du pays, notamment dans la ville de Beni. Il a aussi jugé le dialogue comme "nul en l'absence de Moïse Katumbi et d'Etienne Tshisekedi". Dans la foulée, il avait aussi annoncé que le Vatican enverrait une délégation aux Nations unies accusées de "dormir" pour les sensibiliser à la situation "inhumaine qui règne en République démocratique du Congo".

Sanctions internationales ciblées

Le dialogue boiteux et l'entêtement de Kabila à ne pas se prononcer sur son avenir ont fini par agacer aussi nos diplomates. En marge de ce som-

met aux Nations unies, les délégations belge et américaine, peut-être accompagnées par la française, devraient solliciter un entretien avec le président Kabila. Objectif: tenter de rassurer le futur ex-chef de l'Etat sur son avenir. Ces pays feraient toutes les démarches possibles pour garantir au président et à sa famille qu'ils pourront demeurer en RDC sans être inquiétés. Ça, c'est pour la carotte. "Il est évident que Kabila n'écouterait pas ce genre de discours s'il n'y a pas de menaces en contrepartie", explique un diplomate, fin connaisseur de la région de l'Afrique centrale.

Le bâton? La publication d'une liste de noms qui seraient soumis à des sanctions internationales (interdiction de voyager, gel des avoirs...). Une liste d'une quarantaine de noms est sur la table de l'exécutif américain depuis de longues semaines. "Trop longue pour être efficace", disent les Européens qui verraient bien une liste ramenée à une dizaine de noms "qui percutent". "Le clan Kabila ne sera pas épargné. L'épouse du Président, sa mère, son frère et surtout sa sœur jumelle", poursuit notre diplomate qui explique que "Jaymet Kabila est souvent présentée, à raison, comme le financier du clan."

L'explosion de violence de ces dernières heures et la promesse d'une crise qui risque de durer et de faire de très nombreux morts devraient motiver les ministres des Affaires étrangères concernés par le dossier congolais. Kabila, lui, sait que l'administration américaine sera complètement paralysée à partir du 4 novembre et l'élection présidentielle américaine. Il faudra donc agir et agir vite pour éviter un embourbement sanglant.

H. Le.

"Je suis vivement préoccupé par la situation en République démocratique du Congo."

DIDIER REYNDERS

Ministre belge des Affaires étrangères (MR).

Épingle

"Burundisation" de la crise congolaise

Attaques nocturnes ciblées. Les attaques perpétrées de nuit contre les QG de trois partis de l'opposition (MLP, Fonus et UDPS) ne sont pas sans rappeler les actions similaires commises en été 2015 au Burundi, lorsque le président Nkurunziza, atteint par la limite des deux mandats prescrits dans la Constitution nationale (sic), avait décidé de se représenter. Les mêmes maux engendrant les mêmes... maux, Joseph Kabila, qui a fait récemment le tour des chefs d'Etat voisins de la RDC, pourrait être tenté de reproduire le schéma burundais.

Souci régional. Car jusqu'ici, même si les mouvements de contestation se poursuivent au Burundi, Pierre Nkurunziza est accroché à son siège. Le "tour des voisins" réalisé par Joseph Kabila ne devait pas le pousser vers la sortie bien au contraire. Ougandais, Rwandais, Angolais, Burundais, Congolais (Brazzaville), tous ont "adapté" la Constitution ou l'ont interprétée pour conserver le pouvoir.

Mercenaires. Si la présence de troupes étrangères ou de mercenaires dans les rangs de l'armée congolaise n'est pas démontrée jusqu'ici, de nombreux témoignages font état de la présence de militaires "ne parlant aucune des langues nationales". Mercenaires tanzaniens, présents depuis de longues années, ou rebelles du Soudan du Sud arrivés récemment? Les supputations vont bon train.